

10

15

20

## Choisir le bon résumé et justifier son choix

#### 1 CONSIGNES

- **1.** Lisez le début du texte « Le second cofondateur de WhatsApp claque à son tour la porte de Facebook ».
- 2. Lisez les quatre résumés rédigés par des étudiants et dites lequel résume bien le début de « Le second cofondateur de WhatsApp claque à son tour la porte de Facebook ». Justifiez votre choix ainsi que l'élimination des autres propositions vos arguments concerneront le fond (idée manquante ou erronée ou en trop ou imprécise ; exemple présent ; enchainement peu clair, répétition...).

## **2 TEXTE INITIAL**

# Le second cofondateur de WhatsApp claque à son tour la porte de Facebook<sup>1</sup>

Quatre ans après voir vendu WhatsApp à Facebook et quelques mois après le départ de l'autre cofondateur Brian Acton, Jan Koum fait ses adieux à la messagerie cryptée. Son départ pourrait être lié à un désaccord sur l'utilisation des données personnelles.

#### **Scandale Cambridge Analytica**

C'est dans le contexte du scandale Cambridge Analytica que Jam Koum vient de démissionner de son poste. Ce nouveau scandale touche 30 à 50 millions d'utilisateurs américains qui ont vu leurs données personnelles siphonnées sans leur consentement par une entreprise proche de Donald Trump en 2016. Le New York Times et The Observer ont révélé le 17 mars 2018 comment Cambridge Analytica (CA), un as de la communication stratégique et du « big data », avait élaboré pour le Parti Républicain un logiciel permettant de prédire et d'influencer le vote des électeurs. Cette affaire, confirmée pour la première fois par un ancien employé de CA, est embarrassante pour le géant américain, ses serveurs hébergeant les données de plus de 2 milliards de comptes à travers le monde. Fabrice Epelboin, professeur à Science Po Paris et spécialiste des réseaux sociaux, décrypte pour le journal Le Parisien les enjeux de ce dossier ultra-complexe. Il explique que ce genre de pratique n'a jamais existé pendant les précédentes campagnes américaines : « il y a une rupture violente entre les pratiques d'Obama, de Macron, de Hollande ou de Clinton et ce qu'a mis en place l'équipe de Donald Trump. C'est le même type de « disruption » qu'entre les taxis G7<sup>2</sup> et les Uber. Jusqu'ici, on utilisait les outils numériques pour renforcer les méthodes de campagne à papa du siècle dernier. On se promenait avec son iPad. Il nous donnait la bonne porte où frapper et le bon argumentaire. Cela évitait d'improviser. Trump a complètement renversé la méthode bien aidée par trois génies – et je pèse mes mots quand je dis ça –, Steve Bannon, Peter Thiel, fondateur de Palantir, le logiciel indispensable à la surveillance de masse, et

D'après trois articles : « Le second cofondateur de WhatsApp claque à son tour la porte de Facebook » de Marius François pour *Le Figaro*, 2 mai 2018 ; « Scandale Facebook : "Pas besoin de fake news pour manipuler l'opinion publique" » de Cyril Simon pour *Aujourd'hui en France*, 19 mars 2018 ; et « Tout ce que Facebook sait de moi (et de vous) » d'Elisa Braun pour *Le Figaro*, 9 avril 2018.

<sup>2</sup> Taxis G7 est la dénomination d'une compagnie de taxis parisiens créée en 1905.

son gendre Jared Kushner. Ils ont monté un système qui consiste à faire une psychanalyse via le big data de chaque utilisateur de Facebook. On appelle ça le ciblage psychométrique. Et ensuite, ils ont distribué la bonne information à la bonne personne ».

#### Capitalisme de la surveillance

25

30

35

40

45

50

55

Fabrice Epelboin révèle comment les électeurs américains ont concrètement été influencés : « imaginons que vous êtes démocrate et que vous avez voté Bernie Sanders : on va vous transmettre un mail avec les accusations de tricherie contre Hillary Clinton lors des primaires afin de vous inciter à l'abstention. Ou alors on va pousser l'histoire du don d'un million de dollars du Qatar versé à la fondation Clinton. Dans la même logique, si vous êtes républicain, un peu paranoïaque, un peu dépressif, on va pousser la news qui va vous promettre de construire un mur pour vous protéger des Mexicains ».

Facebook affirme que les transmissions de données personnelles qui ont eu lieu constituent une « violation » de ses conditions d'utilisation. Mais on peut se demander si cette défense peut tenir, même avec « un peu de propagande : Mark Zuckerberg pourrait être tenté de mentir et de croiser les doigts pour que ça passe ». Déjà accusé d'avoir hébergé la propagande russe pendant l'élection de 2016, Facebook est donc de nouveau pointé du doigt. On peut se demander comment on peut empêcher le réseau d'être utilisé à des fins politiques à l'insu des usagers. « Avant de songer à ça, il faut être en mesure de comprendre ce qui se passe, analyse Fabrice Epelboin. On a été obnubilés par les Russes, mais les GAFA³ représentent un immense danger pour nos démocraties. Ils sont les bras armés du "capitalisme de la surveillance", cette nouvelle forme de capitalisme qui traduit l'expérience humaine en données comportementales afin de produire des prédictions qui sont ensuite revendues sur le marché des comportements futurs. Ce concept, pensé par Shoshana Zuboff⁴, montre que la concentration de richesse, de savoir et de pouvoir par les capitalistes de la surveillance est telle qu'elle menace la démocratie, les libertés et l'avenir de l'humanité. Ainsi, on n'est pas du tout obligés d'utiliser des fake news pour manipuler l'opinion publique, l'affaire Cambridge Analytics en est la preuve ».

Pourtant, il n'est pas sûr que la France pourrait être touchée par ce genre d'utilisation frauduleuse des données personnelles : « alors le problème, c'est que la technique de Cambridge Analytics consiste à faire des tests psychologiques, à participer à des jeux pour un Ipad, etc. Et à partir d'un certain échantillonnage, on peut avec la big data en déduire des règles générales. Seulement, ce n'est pas évident que les moteurs d'analyse psychométriques dans le monde anglo-saxon puissent s'appliquer en Europe. Il y a une dimension culturelle très forte dans votre activité Facebook, dans vos likes, etc. ».

Quant à la proposition de loi contre les fake news<sup>5</sup> visant à permettre à un·e candidat·e ou à un parti de saisir le juge des référés pour faire cesser la diffusion de « fausses informations » durant les trois mois précédant un scrutin national et voulant imposer aux plateformes numériques telles

<sup>3</sup> GAFA: acronyme des géants du numérique Google, Amazon, Facebook et Apple.

<sup>4</sup> Shoshana Zuboff (née en 1951) est une universitaire, professeure émérite à la Harvard Business School, sociologue et femme de lettres américaine. Ses écrits portent principalement sur les sociétés commerciales qui œuvrent dans Internet et leurs incidences sur les sociétés de personnes.

L'Assemblée nationale a voté le 22 décembre 2018 les propositions de loi controversées contre « la manipulation de l'information » en période électorale. Selon le gouvernement, « tous les garde-fous ont été instaurés » et ce projet « ne restreint en rien la liberté d'expression », alors que l'opposition et les associations de journalistes ont dénoncé un texte au mieux « inapplicable » et « inefficace » puisque les « fausses informations [sont] déjà réprimées par la loi sur la presse de 1881 », au pire « dangereux pour la liberté d'opinion », car il est difficile pour un juge de trancher dans l'urgence sur des situations complexes. L'intervention du juge « sera encadrée. Pour qu'elle soit justifiée, l'information devra être manifestement fausse et diffusée de manière délibérée, massive et artificielle », a expliqué Françoise Nyssen, la garde des sceaux.

que Facebook, Twitter, etc. des obligations de transparence lorsqu'elles diffusent des contenus contre rémunération, Fabrice Epelboin est certain qu'elle ne prend pas du tout en compte ce genre de menaces : « ce texte s'attaque aux informations fausses et distribuées de façon massive. Alors qu'avec l'affaire Cambridge Analytica, on voit qu'on peut manipuler l'opinion avec des informations qui sont vraies et partagées de façon granulaire. Ça signe l'obsolescence totale de cette loi avant même qu'elle soit présentée au Parlement. C'est très inquiétant quant aux capacités de nos élus à anticiper les dangers du numérique. Il faut se réveiller : le monde des technologies et des données personnelles, c'est quelque chose de bien plus sale que le trafic d'armes et de pétrole réunis. L'Europe est particulièrement menacée. Dans la mesure où elle a perdu sa souveraineté numérique, c'est la porte ouverte à une influence de l'étranger sur l'opinion publique ».

#### Une captation des données difficile à éviter

Cependant, Fabrice Epelboin conclut qu'il ne faut pas forcément quitter d'urgence Facebook : « les utilisateurs doivent comprendre ce qu'ils font et saisir à quel point ils sont accros. De façon générale, il y a un besoin d'éducation de la population pour comprendre la machinerie Facebook, ses algorithmes, etc. Mais je reconnais que c'est très complexe de comprendre le hold-up de l'opinion publique et de colonisation des valeurs américaines. Tout comme il est extrêmement compliqué de livrer le moins d'informations possible à ce genre de plateforme : s'imaginer qu'on va être plus fort qu'une machine représentant l'un des plus gros investissements mondiaux en matière de recherche et développement et d'intelligence artificielle, c'est idiot. Rien que de parcourir votre page d'accueil et faire défiler les news donne des informations ».

## **3 QUATRE RÉSUMÉS**

60

65

70

75

10

## 3.1 Résumé n°1 (au moins 4 arguments)

Il y a trois ans de cela, l'un des cofondateurs de WhatsApp, Jan Koum décide de quitter le « navire » Facebook après un désaccord avec le groupe sur l'utilisation des données. C'est en plein scandale de l'affaire Cambridge Analytica que cela intervient : un scandale qui a touché plusieurs dizaines de millions d'utilisateurs américains qui se sont aperçus que leurs données personnelles ont été utilisées par une entreprise proche de l'ancien président américain Donald Trump deux ans auparavant pour les élections américaines.

De plus, selon certains spécialistes, même si Facebook affirme que les transmissions de données personnelles qui ont eu lieu constituent une « violation » de ses conditions d'utilisation, quand on connaît le nombre d'accusations qu'ils ont eu par le passé, on peut se dire que les GAFA représentent certainement un danger pour leurs utilisateurs. Un danger qui traduit une nouvelle forme de capitalisme qui permet de produire des prédictions revendues sur le marché pour manipuler l'opinion publique avec des vraies informations. Une chose difficile à comprendre.

## 3.2 Résumé n° 2 (au moins 4 arguments)

Le scandale de Cambridge Analytica touche 30 à 50 millions d'utilisateurs américains qui ont vu leurs données personnelles siphonnées sans leur consentement par une entreprise proche de Donald Trump en 2016. Cambridge Analytica avait élaboré pour le Parti Républicain un logiciel permettant de prédire et d'influencer le vote des électeurs. Fabrice Epelboin, professeur à Science Po Paris explique que ce genre de pratique n'a jamais existé pendant les précédentes campagnes

américaines et qu'elle a monté un système qui consiste à faire une psychanalyse via le big data de chaque utilisateur de Facebook. On appelle cela le ciblage psychométrique.

Facebook affirme que les transmissions de données personnelles qui ont eu lieu constituent une « violation » de ses conditions d'utilisation. Mais on peut se demander si cette défense peut tenir car Facebook a déjà été accusé d'avoir hébergé la propagande russe pendant l'élection de 2016. De plus les GAFA représentent un immense danger pour nos démocraties. Ils sont les bras armés du « capitalisme de la surveillance », cette nouvelle forme de capitalisme qui traduit l'expérience humaine en données comportementales afin de produire des prédictions qui sont ensuite revendues sur le marché des comportements futurs. Ainsi, on n'est pas du tout obligés d'utiliser des fake news pour manipuler l'opinion publique, l'affaire Cambridge Analytica en est la preuve.

De plus, une captation des données est difficile à éviter. Cependant, selon Epelboin : « les utilisateurs doivent comprendre ce qu'ils font et saisir à quel point ils sont accros. De façon générale, il y a un besoin d'éducation de la population pour comprendre la machinerie Facebook, ses algorithmes, etc. Mais je reconnais que c'est très complexe de comprendre le hold-up de l'opinion publique et de colonisation des valeurs américaines. Tout comme il est extrêmement compliqué de livrer le moins d'informations possible à ce genre de plateforme. »

### 3.3 Résumé n°3 (au moins 4 arguments)

10

15

20

10

15

Suite au scandale de Cambridge Analytica, Jam Koum, co-fondateur de WhatsApp, a démissionné de son poste. Ce scandale touche de 30 à 50 millions utilisateurs de Facebook qui se sont vu voler leurs données, par une société proche de Donald Trump, à des fins de ciblage publicitaire pour influencer le choix de vote des électeurs américains. Jusqu'ici, cela n'était jamais arrivé. Lorsqu'on voulait faire une campagne politique, on envoyait des gens, là où on pensait que c'était utile, avec des bons argumentaires. Mais ce qu'a mis en place l'équipe de Donald Trump est totalement nouveau. C'est une révolution comparable au passage des Taxis aux Uber.

Les électeurs se sont vus influencés de la manière suivante : si vous saviez déjà pour qui voter, alors rien n'était fait, car votre avis risquait peu de changer, mais si vous hésitiez, vous alliez être ciblé par des publicités avantageant Donald Trump. Par exemple, si l'on sait que vous avez voté démocrate, vous pouviez recevoir un mail d'accusation de tricherie d'Hillary Clinton, ou alors des articles sur un don d'un million de dollars du Qatar pour la fondation Clinton.

Suite à ce scandale, Mark Zuckerberg a annoncé qu'il s'agissait là d'une violation de ses conditions d'utilisation, mais Facebook étant déjà accusé d'avoir hébergé de la propagande russe pendant l'élection de 2016, nous pouvons nous poser des questions sur l'implication de Facebook dans cette affaire.

## 3.4 Résumé n°4 (au moins 4 arguments)

Suite au scandale Cambridge Analytica et quelques mois après la démission de Brian Action, avec qui il a cofondé WhatsApp, Jan Koum démissionne de son poste. Ce scandale concerne 30 à 50 millions d'utilisateurs américains de Facebook qui ont vu leurs données personnelles utilisées en 2016, sans leur consentement, par Cambridge Analytica. Cette entreprise a élaboré pour le Parti Républicain un logiciel effectuant une sorte de psychanalyse des utilisateurs de Facebook via leurs données. Ce ciblage psychométrique, inédit dans une campagne électorale, a permis de prédire et d'influencer le vote des électeurs sans *fake news*.

C'est la deuxième fois que Facebook est impliqué dans une histoire de propagande. Cela prouve que les géants du numérique, qui concentrent richesse, savoir et pouvoir, sont un danger

- pour la démocratie, les libertés et l'avenir de l'humanité. En effet, ils sont les bras armés du « capitalisme de la surveillance », cette nouvelle forme de capitalisme qui traduit l'expérience humaine en données comportementales par le biais du Big data afin de produire des prédictions qui sont ensuite revendues sur le marché des comportements futurs.
- Il est donc nécessaire de comprendre comment Facebook fonctionne pour impacter l'opinion publique, même si cela est très compliqué de même que de lui livrer le moins d'informations possible.